

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an 8 fr., six mois, 4 fr.

Les prix sont pris auprès des  
bureaux et comportent une surtaxe

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique,  
fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgi-  
que, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. —  
Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

Imprimé par M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 19 AVRIL 1874.

### Le bourgeoisisme. (\*)

Un des grands griefs que l'on fait à l'Internationale est de séparer la société en deux classes : bourgeois et ouvriers.

Il n'y a plus de castes, s'écrie-t-on : tout ouvrier peut devenir bourgeois, et tout bourgeois retomber ouvrier.

Le *peut* est un peu jésuitique, car si c'est vrai que quelques ouvriers arrivent à s'affranchir, l'immense majorité est condamnée à végéter dans la malheureuse position où le hasard l'a fait naître.

On nous prête l'idée de vouloir remplacer une tyrannie par une autre tyrannie; de vouloir faire des ouvriers manuels les maîtres des autres hommes.

On nous accuse d'exciter la blouse contre l'habit.

Et l'on nous énumère tous les services que ceux qui ne sont pas travailleurs manuels rendent à la société.

De sorte qu'une bonne explication sur notre manière de voir à ce sujet est indispensable.

Oui, nous poussons à la haine de la bourgeoisie; oui, nous déclarons que le bourgeoisisme est le fléau des sociétés modernes; mais il faut que l'on sache ce que nous entendons par le mot *bourgeois* et ses dérivés.

Le bourgeoisisme est à la fois une doctrine et une caste. Commençons par envisager la doctrine.

L'esprit *bourgeois* est conservateur par excellence : il se cantonne dans une charte, une constitution, un dogme, et refuse de faire un pas en dehors du sanctuaire où il s'est réfugié : il craint les chausse-trappes et « les sauts dans les ténèbres, » selon l'expression du feu comte Derby.

(1) Extrait de l'*Internationale*, organe des sections belges, année 1870.

Héritier de l'esprit de caste des Hindous, il veut que chacun reste à la place que le hasard de la naissance lui a assignée; il permet bien à quelques individualités marquantes de venir renforcer la classe privilégiée, mais il faut que la grande masse se résigne à son sort. Tout rêve d'une condition meilleure chez les déshérités est une hérésie, une ridicule hérésie; une tentative de réalisation de ce rêve est un crime. Bien que les esprits bourgeois aiment à s'étendre sur le thème fleuri de l'amélioration du sort des classes laborieuses, tout homme qui veut sincèrement cette amélioration est un brouillon, un intrigant, un farceur qui veut pêcher en eau trouble. On leur a fait une petite économie politique qui répond à tous les cas imaginables. L'ouvrier se plaint de son maigre salaire... c'est la *loi de l'offre et de la demande*. La production, surmenée pendant une époque favorable, languit et laisse beaucoup de bras inoccupés dans un moment de crise industrielle... c'est qu'il y a trop de population, il faut consulter la *loi de Malthus* et ne pas trop faire d'enfants.

L'introduction des machines met la moitié des travailleurs d'une industrie sur le pavé... que les travailleurs se réjouissent, les machines vont faire baisser les produits, ce qui amènera un surcroît de commandes, et ainsi les ouvriers chassés retrouveront de l'ouvrage... dans dix ou quinze ans. — Le peuple a faim... qu'il *économise* au lieu de dépenser tout son argent en orgies de cabaret. — L'ouvrier s'abrutit dès l'enfance à travailler trop jeune... qu'il aille à l'école au lieu de travailler à la fabrique : il faut l'*instruction obligatoire*. — Mais si l'enfant n'a pas de quoi manger... eh! parbleu, qu'il fasse des épargnes, nous introduisons exprès pour cela l'*épargne à l'école*, etc.

Ces gens-là déclarent qu'ils sont amis du progrès, mais du progrès *lent et mesuré*; ils sont *pratiques*, parce que tout ce qu'ils veulent peut se réaliser immédiatement (ce qui n'a rien d'éton-

nant, puisqu'ils demandent le maintien de tout ce qui existe). Ces gens-là sont des gens tranquilles, ils ont leurs petites habitudes, qu'ils ne voudraient pas voir changer pour tout l'or du monde. Ils ont leur estaminet, leur journal, leurs oracles, et toute l'Europe changerait autour d'eux en ménageant la tranquillité de leur arrondissement, qu'ils ne sourcilleraient pas.

Mais qu'on ne vienne pas troubler leur quiétude, car ces moutons seraient capables de se changer en tigres. Tout le monde connaît les atrocités de la garde nationale bourgeoise de Paris durant les jours d'émeute.

Les esprits *bourgeois* se recrutent dans toutes les classes, sans en excepter les ouvriers, surtout ceux qui ont une profession privilégiée. C'était un esprit bourgeois cet ouvrier typographe que nous avons entendu s'écrier dans un meeting : « Quand même nous devrions nous abaisser jusqu'à nous faire houilleurs ! » Le brave garçon ne se doutait guère qu'il venait de dire une énormité ; tellement l'esprit bourgeois était devenu pour lui une seconde nature.

Le respect pour les autorités établies, l'amour des distinctions frivoles, des fanfreluches que l'on met à la boutonnière, existent au plus haut point chez cette sorte de gens. Ils sont capables de crier : « Vive le roi ! » avec enthousiasme, dans un banquet, tout en gémissant lorsqu'on augmente les contributions pour mieux rétribuer un monarque si cher.

Tous ces gens-là sont le menu fretin : ce ne sont pas les bourgeois proprement dits ; ils forment la troupe des niais et des dupes qui servent de contre-échelle et de piédestal aux habiles et aux intrigants, à la *caste*.

La caste se divise en deux sous-genres, qui tendent de plus en plus à se confondre, les gens en place et les capitalistes, autrement dit le côté politique et le côté économique.

Ils sont quelques centaines de familles qui occupent toutes les avenues du pouvoir : parmi eux se recrutent depuis les gardes-champêtres, petits protégés qui font partie de leur *familia*, jusqu'aux représentants et aux ministres. Ils sont hommes d'État, notaires, avoués, juges, négociants, bourgeois-mestres, commissaires, gouverneurs, etc., etc. Celui qui arrive le premier au pouvoir attire à lui toute sa famille. Ils encomrent aussi les professions libérales, qui ne dépendent pas directement du gouvernement : leur fortune les met en état de faire toutes les dépenses préliminaires, et leurs relations leur assurent de riches clientèles.

Mais comme le côté économique de la réaction tend de plus en plus à absorber le côté politique, comme c'est l'or qui gouverne, et comme c'est le gouvernement qui met à même de se procurer de l'or, il arrive, comme nous l'avons dit, que le premier sous-groupe est de plus en plus absorbé par le deuxième, celui des capitalistes, c'est-à-dire que

les gens en place sont les capitalistes, et que les capitalistes sont les gens en place.

Les petits patrons se croient encore des bourgeois ; erreur profonde ! le grand industriel lui-même de plus en plus est annihilé et va se fondre dans la société anonyme. Les sociétés anonymes se fusionnent à leur tour et finissent par former un vaste filet, manié par quelques mains habiles.

Donc l'industrie est aux mains des faiseurs des compagnies anonymes, comme le commerce est aux mains de la haute banque, comme la propriété foncière est dévorée par l'usure : si bien que tout vient aboutir à une oligarchie de quelques bancocrates tout-puissants.

La bourgeoisie n'est donc en somme que le gouvernement de quelques individus, en ayant quelques autres moins forts et moins habiles pour complices, soutenus par un grand nombre de bourgeois séides imbéciles et se maintenant par l'inertie de la grande majorité.

Pour renverser ce colosse d'argile, il faut donc renverser son piédestal ; il faut réveiller la masse des ouvriers de leur torpeur, il faut faire ouvrir les yeux à tous ces malheureux qui ont l'esprit bourgeois, mais qui ne sont pas de la bourgeoisie, et qui ont tout à gagner à voir la fin de la domination d'une classe privilégiée et l'avènement du règne de l'égalité économique.

## Nouvelles de l'Extérieur.

### Belgique.

Le moment des élections parlementaires approche pour la Belgique aussi. Voici comment s'exprime à ce sujet le *Mirabeau*, organe de la Fédération régionale belge de l'Internationale :

« Nous voici bientôt arrivés au mois de juin, mois tant désiré par nos partis régnants. C'est à qui remportera la victoire.

» Depuis bien longtemps, nos feuilles bourgeoises se calomnient, s'insultent à qui mieux mieux, et cherchent à l'envi à se surpasser l'une l'autre pour faire connaître tous les trucs qu'elles emploient pour tromper les électeurs.

» La victoire sera donc remportée par les calomnieux de première classe, soit cléricaux, libéraux ou progressistes.

» Que de réformes n'aurons-nous pas à placer aux calendes grecques ? Nous savons que les promesses qu'ils font toujours avant les élections, sont tenues et sont réalisées : seulement, pas à la manière de tout le monde ; dans toutes choses il y a des contents et des mécontents ; et évidemment, les premiers qu'ils contentent, ce sont eux, puis après, s'il en reste, on le passe aux autres. En résumé, ils ne peuvent pas faire autrement : leurs intérêts avant les nôtres, puisque nous ne sommes que des valets propres à leur remplir leurs poches quand elles sont vides. »

### Angleterre.

Nous avons annoncé, dans notre numéro du 22 février dernier, que M. Thomas Halliday, président d'une association d'ouvriers mineurs anglais, et plusieurs autres membres du comité de cette association, avaient été traduits en jugement devant les ouvriers de Manchester comme prévenus de *conspiration*. Leur crime était d'avoir payé le voyage de retour d'un certain nombre d'ouvriers que les propriétaires de mines de Burnley avaient fait venir d'autres parties du pays pour remplacer leur travailleurs en grève.

Ce procès a été jugé ces jours derniers, et les choses ont pris une tournure inattendue. Les jurés n'ont pas pu se mettre d'accord sur la culpabilité des accusés (on sait qu'en Angleterre la loi exige que le verdict du jury soit prononcé à l'unanimité), et il a fallu, après deux jours de délibération, renvoyer les prévenus sans que le tribunal ait pu prononcer un jugement. Par suite de cette aventure, les prévenus se trouvent dans une singulière position : car, si le jury ne les a pas déclarés coupables, il ne les a pas absous non plus, et le *conseiller de la couronne* (nom que porte en Angleterre le ministère public) a déclaré qu'il n'abandonnait pas l'accusation, et qu'il se réservait de la reprendre dans un moment plus opportun, s'il le trouvait nécessaire. La bourgeoisie espère sans doute, en tenant suspendue, comme une épée de Damoclès, sur la tête du comité des mineurs, la menace de se voir de nouveau traduits en cour d'assises, intimider les ouvriers pour l'avenir ; mais elle n'y réussira pas, car la misère et la faim sont plus fortes que toutes les lois de répression.

Le conflit au sein des Trades'Unions anglaises paraît s'aggraver toujours davantage. Ce conflit, comme nous l'avons déjà raconté, a pour cause la conduite des deux députés ouvriers au Parlement, MM. Macdonald et Burt. M. Macdonald a accepté de faire partie d'une *Commission royale* instituée par le ministère pour faire une enquête sur la situation des classes ouvrières ; et M. Burt, un peu plus tard, est entré à son tour dans cette même Commission. Or, le ministère actuel étant un ministère *tory*, c'est-à-dire conservateur, une partie des ouvriers anglais reprochent aux deux députés de pactiser avec le parti conservateur et par conséquent de trahir la cause du prolétariat. Le journal des Trades'Unions, le *Bee-hive*, s'est fait l'organe de ces reproches ; et le Comité parlementaire, à qui le dernier Congrès des Trades'Unions à Nottingham a confié la mission de surveiller les débats du Parlement, a de son côté blâmé expressément la conduite de MM. Macdonald et Burt.

Ceux-ci n'ont pas accepté ce blâme, et prétendent avoir agi dans l'esprit du mandat qu'ils ont reçu. M. Burt, en réponse aux admonestations du Comité parlementaire, s'est fait adresser un vote de confiance par ses électeurs ; et M. Macdonald, de son côté, a réuni le Conseil de l'Association nationale des mineurs, à laquelle il appartient, et a obtenu de ce Conseil une résolution, votée à l'unanimité, qui approuve l'entrée de M. Macdonald dans la Commission royale et qui somme le *Bee-hive* de rétracter publiquement l'accusation de trahison lancée par lui.

Les choses en sont là, et tout fait prévoir que, loin de s'apaiser, la querelle ira toujours en s'envenimant ; elle suffira peut-être pour faire échouer le projet d'une fédération régulière des Trades'Unions, qu'on espérait voir se réaliser l'année prochaine ; et la bourgeoisie anglaise triomphera de ces malheureuses divisions dans le camp du prolétariat.

Voilà ce que gagnent les ouvriers à faire de la politique bourgeoise : les députés Macdonald et Burt acceptent des fonctions que leur offre le ministère conservateur (*tory*), et aussitôt ceux des ouvriers dont les sympathies politiques sont pour les libéraux (*whigs*) crient à la trahison. Il en sera ainsi tant que les travailleurs emboîteront le pas derrière les partis politiques bourgeois ; ils se querelleront, s'injurieront, se battront au profit de leurs maîtres. Qu'ils abstiennent de politique bourgeoise, qu'ils tournent le dos à tous les partis bourgeois ; et alors la pomme de discorde qui les divise ayant disparu, ils se trouveront fraternellement unis sur le terrain de la solidarité économique, et pourront travailler tous ensemble à préparer la révolution sociale.

### Fédération jurassienne.

*Val-de-St-Imier* (Correspondance). — Le 12 avril n'était pas un dimanche ordinaire au Val-de-St-Imier.

Il est vrai que les marchands de la justice divine ont débité comme toujours leurs charlataneries religieuses, mais il y avait en plus une assemblée populaire, où Messieurs les représentants du peuple ont, après quatre ans, présenté de nouveau leurs hommages à Sa Majesté le souverain et lui ont dit de très belles choses, qui seront rééditées avec ou sans changement dans quatre ans ; tout cela à l'effet d'obtenir de la clairvoyance du suffrage universel une réélection au Grand Conseil de Berne.

Précisément à la même heure, les membres de la Fédération ouvrière étaient réunis en assemblée générale pour s'occuper des subsistances. Ce contraste du réalisme ouvrier avec la blague politique et religieuse est significatif, et sans doute les théologiens et les politiques s'empresseront de crier à la décadence, parce que les ouvriers n'entendent plus se laisser bernier éternellement par leur idéal politico-religieux. Pour nous, nous nous réjouissons franchement de ces dispositions des ouvriers, et nous y voyons le gage de leur avènement social. — Sans doute, les fédérations ouvrières devront, pour atteindre ce but, réaliser encore des progrès bien autrement considérables que celui mentionné plus haut ; l'étude des questions sociales doit prendre une plus large part dans leurs travaux, et la pratique de la solidarité dans la lutte doit être plus sérieusement organisée ; heureusement il existe des symptômes qui font bien augurer des réformes qui s'opéreront, sous ce rapport, parmi les ouvriers.

A partir de la St-Georges, le magasin de la fédération, établi à St-Imier, sera desservi d'une manière permanente. Ce changement est une preuve du développement de cette institution.

Les ouvriers menuisiers de Neuchâtel se sont mis en grève mercredi. Ils réclament la fixation de la journée de travail à 10 heures, et le paiement du travail à l'heure, au taux de 40 cts. l'heure. La société de résistance des menuisiers, nouvellement fondée, avait présenté ces demandes aux patrons, dans l'espoir d'arriver à une entente amiable; mais les patrons répondirent, l'un après l'autre, qu'ils attendraient pour se décider de voir ce que ferait le patron voisin. Les ouvriers, las de se voir renvoyés d'Hérode à Pilate, ont résolu alors, pour arriver à une solution, de suspendre le travail, et ils ont tous abandonné les ateliers mercredi matin, sans qu'un seul faux-frère ait fait défection à la solidarité corporative. Il est probable que, devant l'union dont font preuve les ouvriers, les patrons céderont sans prolonger la lutte.

Les élections ont donné lieu, de la part des deux partis bourgeois qui se disputent le pouvoir dans le canton de Neuchâtel, à un débordement d'injures qui a donné aux ouvriers, impassibles spectateurs de ce vacarme, une haute idée de la bonne éducation de Messieurs leurs exploités.

Rien de plus instructif que les pamphlets publiés de part et d'autre. Il n'est pas de meilleure manière d'apprendre ce que vaut un parti bourgeois, que de lire les révélations que fait sur son compte un autre parti bourgeois dans ces moments de fièvre chaude où, perdant toute prudence, les gros bonnets rouges et verts se disent leurs vérités.

Voulez-vous savoir ce que c'est que le parti radical? lisez le *Franc-tireur* et le *Patriote suisse*. Voulez-vous savoir ce que c'est que le parti conservateur? lisez le *National* et la *Flèche*. Tous mentent quand ils parlent d'eux-mêmes, mais tous disent vrai quand ils parlent de l'adversaire.

Les courtiers électoraux du parti conservateur qui rédigent la *Jeune République* de la Chaux-de-Fonds, ont levé le masque. Leurs *candidats ouvriers*, au nombre de sept (sur 23 députés que nomme le collège de la Chaux-de-Fonds), figurent dans la *liste verte*, c'est-à-dire dans la liste conservatrice.

Nous avons donc raison que dire que ces messieurs étaient tout simplement les agents d'un parti réactionnaire.

Ajoutons d'ailleurs que, si les sept *candidats ouvriers*, au lieu de figurer sur la liste conservatrice, avaient figuré sur la liste radicale, nous aurions tiré de ce fait exactement la même conclusion, et que nous aurions stigmatisé avec autant d'énergie cette trahison faite à la cause ouvrière au profit d'un parti bourgeois.

*St-Gall.* — On écrit de cette ville à la *Tagwacht* :

« Depuis quelque temps les forgerons et les charrons se sont organisés ici en société. Une fois organisés, notre première pensée a été d'obtenir enfin une réduction de la journée de travail. La plupart d'entre nous doivent commencer le travail à 5 heures du matin, et leur journée ne finit qu'à 7 heures du soir, sans interruption à l'heure de midi (!), ce qui fait 14 heures de travail

de suite. Le 8 mars, nous avons adressé une lettre à nos patrons, pour leur demander, en termes convenables, une concession sur deux points : une diminution de travail d'une heure le matin et d'une heure à midi, et l'abolition de la coutume du tutoiement des ouvriers par le patron. Après un délai de huit jours, messieurs les patrons n'avaient pas encore jugé à propos de nous honorer d'une réponse. Nous décidâmes alors que notre commission devrait se rendre auprès de chaque patron individuellement, dans l'espoir d'obtenir son adhésion par écrit. Mais pas un seul patron ne consentit à signer. Une réunion des patrons, qui eut lieu le 26 mars, décida au contraire de n'accorder *absolument rien*, et le lendemain déjà deux ouvriers charrons furent renvoyés, le citoyen Grandy, secrétaire de notre société, et son collègue.

En présence de cette attitude des patrons, notre société a résolu, dans son assemblée du 28 mars, de ne pas abandonner ses réclamations; et nous venons vous prier, collègues et amis, de faire votre possible pour empêcher les ouvriers forgerons et charrons d'aller travailler à St-Gall. Notre local est à l'auberge *zum Friedegg*, St-Gall, et nous engageons tous ceux de nos collègues qui arriveraient dans notre ville à s'adresser là.

Nos patrons s'imaginent que s'ils nous renvoient, ils trouveront facilement d'autres ouvriers. Leur espoir, nous en sommes convaincus, ne se réalisera pas; car chacun peut juger combien nos demandes sont justes et modérées. »

*Genève.* — Un conflit a éclaté lundi dernier à Genève parmi les ouvriers du bâtiment. Il paraît qu'un certain nombre d'ouvriers, occupés dans une maison en construction au quartier de Rive, travaillaient à des conditions autres que celles du tarif en vigueur. Quelques-uns de leurs collègues s'étant rendus auprès d'eux pour les engager à se conformer à l'ordre de choses établi, et ayant vu leurs conseils repoussés, il en est résulté une rixe, à la suite de laquelle la police a fait une cinquantaine d'arrestations.

Comme d'ordinaire, la bourgeoisie a pris texte de cette affaire pour crier à la violation de la liberté du travail. Le Conseil d'Etat genevois s'est empressé de lancer une proclamation qui débute en ces termes :

« Ce matin, dans un des chantiers de notre ville, il a été porté une grave atteinte à la liberté du travail. Les auteurs de cet attentat sont sous la main de la justice. »

Ils sont bien venus, les représentants de la bourgeoisie, à parler de la *liberté du travail*, qui dans leur bouche ne signifie autre chose que la *liberté de l'exploitation sans frein* pour la bourgeoisie, et pour l'ouvrier la *liberté de mourir de faim*.

Si les ouvriers genevois, au lieu de laisser l'Internationale se désorganiser dans leur ville et tomber à l'état de simple fantôme, avaient maintenu la forte organisation qu'ils possédaient en 1869, un conflit pareil n'aurait pas eu lieu; la puissance de l'Association aurait obligé tout le monde, ouvriers et patrons, à respecter les tarifs, et aucun prétexte n'aurait été donné à des voies de fait qui servent d'occasion aux journaux bourgeois pour inventer de nouvelles calomnies.

La bagarre de lundi est donc le résultat du défaut d'organisation des ouvriers genevois. Réorganisez fortement l'Internationale, réveillez l'esprit de solidarité, et vous aurez fermé l'ère des rixes inutiles et fratricides, pour reprendre, sur les seules bases sérieuses, le grand combat du prolétariat luttant pour son émancipation.